

Vie chère / Face à l'érosion du pouvoir d'achat L'urgence d'une réponse innovante



Photo : BANDOMA

Que peut faire la ministre du Commerce, Madelaine Berre, et ses collègues du gouvernement face à l'enfêtement des commerçants ?



Photo : F.A./ L'Union

Le poisson est devenu un produit de luxe. Le Premier ministre devant un étal de poissons à Oloumi.

I. M'B.
Libreville / Gabon

ON ne cessera de le redire : la cherté de la vie est devenue un dossier brûlant pour le gouvernement. Comment réduire le coût de la vie afin d'améliorer le bien-être des populations ? C'est le casse-tête du Gouvernement. Depuis 2010, et même bien avant, le gouvernement a multiplié les initiatives et les financements pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages : exonération des droits de douanes et taxes portuaires (44 milliards de francs par an), subvention de près de 7 milliards de francs par an à la Société

meunière et avicole du Gabon - Smag - pour maintenir le prix de la baguette de pain à son niveau actuel, mesures des compteurs sociaux pour l'accès des familles économiquement faibles à l'eau et à l'électricité, etc. Aujourd'hui onéreuses pour le budget de l'Etat, ces mesures qui auraient pu inverser la courbe ont connu une efficacité mitigée. Les prix maintiennent leur pression à la hausse et le panier de la ménagère se fait, chaque année, un peu plus coûteux à supporter, au point où des analystes estiment que le Gouvernement doit imaginer d'autres réponses à l'érosion manifeste du pouvoir d'achat des ménages. Critiques, certains économistes du Laboratoire



Photo : A.J.T

Dans les magasins, la mercuriale arrêtée par le gouvernement n'est presque pas respectée.

d'économie appliquée de l'Université Omar Bongo ne comprennent pas toujours la démarche du gou-

vernement. Laquelle s'est uniquement focalisée sur le soutien à la consommation. Or, les produits et

services consommés au Gabon proviennent, pour plus de 90 %, de l'étranger. Parce que ces biens et

services sont importés, les actions d'appui à la consommation du gouvernement vont, en fin de compte, soutenir les entreprises installées dans les pays étrangers. Pourquoi le Gouvernement ne formule-t-il pas la réponse à la lutte contre la pauvreté en stimulant le développement de la production intérieure ? Mais ceci reste une solution, à court et moyen terme. Si, à travers la nouvelle mercuriale de prix annoncée le 15 août dernier, le Gouvernement tente ainsi une thérapie à court terme, l'opinion reste, cependant, sceptique ou peu enthousiaste quant à cette réponse. Elle attend plutôt une solution innovante immédiate, à court terme, de la part de l'Exécutif.

Grèves des régies financières Sortir de la tourmente

Innocent M'BADOUMA
Libreville/Gabon

APRÈS une grève d'avertissement de trois jours, le collectif des syndicats vient de médiatiser une déclaration d'une grève illimitée dans l'ensemble des régies financières. Si, d'ordinaire, on avait droit à des grèves sectorielles, cette fois-ci, les syndiqués des administrations publiques qui participent à la collecte des recettes budgétaires de l'Etat ont décidé de faire front commun contre le gouvernement. La multiplication des grèves, le changement dans la dynamique opératoire de grèves, l'influence des actions syndicales quant à l'atteinte de l'objectif de performance dans la collecte des recettes de l'Etat et, partant, du déploiement des politiques publiques de relance économique, en



Photo : Prince Jackson Mouassa/ L'Union

Le ministre de l'Economie, Régis Immongault Tatangani, et sa déléguée, devront trouver des stratégies efficaces pour faire face aux revendications des régies financières. Photo de droite : Piquet de grève des régies financières au Trésor public.

font un sujet brûlant pour les trois ministres que sont Régis Immongault (Economie), Pascal Houangni Ambourouet (Pétrole) et Jean-Fidèle Otandault (Budget et Comptes publics). En effet, si hier encore, les régies financières étaient

quasi-absentes parmi les organisations qui investissent la rue à des fins de revendications sociales, le caractère brûlant de ce dossier se traduit par le fait que les grèves sont devenues récurrentes, plus bruyantes dans un secteur jugé sensible et stratégique

pour l'Etat. Sensible parce que les incidences d'un mouvement d'humeur se font ressentir sur les objectifs annuels de collecte des taxes et redevances. Stratégique car, des recettes publiques dépendent la concrétisation de la politique du président de la Ré-

publique. Le ministre de l'Economie, celui du Pétrole (régie des Hydrocarbures), et du Budget et des Comptes publics (régie du Trésor public), doivent rapidement apporter une solution pérenne au bon fonctionnement de ces entités financières au mo-

ment où, d'un côté, la plupart des secteurs d'activités vont faire leur rentrée. Ces trois membres du gouvernement n'ont d'autre choix que de trouver un équilibre durable entre liberté syndicale et fonctionnement optimal des régies financières de l'Etat.



Photo : R.H.A./ L'Union